Prisonniers de San Sebastián Bachajón, Chiapas

- Santiago Moreno Pérez
- Emilio Jiménez Gómez
- Esteban Gómez Jiménez

Prisonniers Loxichas, Oaxaca

- Álvaro Sebastián Ramírez
- Justino Hernández José
- Eleuterio Hernández García
- Agustín Luna Valencia
- Abraham García Ramírez
- Fortino Henriquez Hernández
- Zacarías Pascual García López.

Nous continuerons à marcher en bas à gauche, parce que ce n'est que là que peut renaître la vérité et la justice pour nos peuples; ce n'est que là où nous construisons avec le coeur dirigé vers les générations futures, et les racines dirigées vers ceux qui nous ont précédé depuis là-bas, là oú la vie commence, pour tous sans exception.

Pour la reconstitution intégrale de nos peuples.
Jamais plus un Mexique sans nous.

24 février 2016

Congrès National Indigène.

Source originale du texte en espagnol: http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2016/03/03/declaracion-del-cni-del-24-de-febrero-de-2016/
Texte disponible sur le site du Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL) : http://www.cspcl.ouvaton.org

Déclaration du Congrès National Indigène du 24 février 2016

Aux peuples du monde

Soeurs, frères. Marchant sur les pas laissés par nos anciens au fil des chemins issus de la Chaire Tata Juan Chávez Alonso, nous nous sommes réunis le 30 janvier 2016 dans la communauté chinantèque de San Antonio Las Palmas, municipalité de Tuxtepec, Oaxaca. Étaient présents des délégués des peuples Mazatèque, Binniza, Chinantèque, Maya, Purepecha, Otomí, Nahua, Wixárika, Tepehua, Tzotzil, Chol, Popoluca, Zoque et Tzeltal, provenant de 32 communautés des États du Chiapas, de Oaxaca, Veracruz, Yucatán, Campeche, Guerrero, Michoacán, État de México, Morelos, District Fédéral et Jalisco.

Nous nous sommes réunis pour nous voir et nous écouter en l'autre, celui qui vit chaque jour la spoliation, la répression, le mépris et l'exploitation dans chacun des recoins de la géographie indigène, là oú s'annonce les éclairs de la tempête qui recouvre nos territoires, cette tourmente engendrée dans l'obscurité du capitalisme. Nous nous rencontrons pour nous savoir une fois de plus dans le fil de l'histoire de nos ancêtres et dans la nôtre, afin de trouver et de chercher les chemins et pouvoir continuer à exister tel que nous sommes dans chaque

communauté, quartier, nation et tribu oú chaque jour nous tissons le Congrès National Indigène dans cette tâche difficile que nous héritons, nous les peuples originaires, de veiller sur le monde. Depuis là oú nous sommes, nous tournons notre tête collective afin de comprendre les horizons oú nous voyons ce que nous voyons.

Nous voyons les chemins mensongers que sous de multiples visages nous offrent ceux d'en haut, eux qui se disent sensibles à la douleur et au désespoir de ceux qui, en bas, souffrons de cette guerre; nous voyons les chemins que nous offrent ceux d'au milieu, qui disent être de notre côté tout en fricotant, en s'embrassant, en dialogant et en négociant notre douleur et notre espoir avec celui d'en haut, offrant à nos *compañeros* le feu des projecteurs, les reportages télé, de l'argent pour voyager, des financements et des projets qui défigurent notre lutte et font disparaître les réalités qui se tissent depuis tout en bas.

Nous voyons aussi celui qui, bien qu'étant en bas, rêve d'être en haut et devient le bourreau que, le coeur mort, nous ne voyons pas venir jusqu'à temps qu'il nous assassine, qu'il nous divise, qu'il livre notre terre-mère à ceux qui veulent la détruire, bien qu'il sache que c'est sa mère tout aussi bien, trompant les nôtres afin qu'ils acceptent les mensonges et les trahisons du gouvernement en disant que leurs intentions sont bonnes.

Mais nous voyons aussi le chemin que nous partageons entre nous, en bas, ce chemin qui vient du coeur collectif d'un peuple, un peuple qui s'écoute lui-même et qui comprend le sentiment du frère qui lutte et qui souffre tout comme nous, qui comprend que c'est sur terre que se sème la justice, comme l'a semé notre *compañero* Federico Ortiz, frère du peuple purépecha, et qui, fort de cet héritage, invitait sans cesse à marcher tout seuls, sans les partis, sans que personne ne nous dirige ni ne nous dise comment.

obstruction aux enquêtes menées par le Groupe Interdisciplinaire d'Experts Indépendants de la Commission Interaméricaine des Droits Humains.

10. Nous répudions la réarticulation des groupes paramilitaires autour des communautés bases de soutien de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, qui s'accompagne d'une augmentation des patrouilles militaires terrestres et aériennes. Nous avertissons que la guerre contre les peuples et villages zapatistes est aussi une guerre contre tous ceux d'entre nous qui rêvons, construisons et luttons pour un autre monde posible, et que, en tant que Congrès National Indigène, nous serons toujours prêts à agir en conséquence.

11. Nous nous prononçons pour la liberté immédiate des prisonniers politiques de nos peuples, dont l'unique délit a été la défense de la terre-mère, de la dignité et de la vie de leurs peuples et des générations futures.

Prisonniers de San Pedro Tlanixco, Etat de México.

- Rómulo Mireles, condamné à 54 ans de prison.
- Pedro Sánchez Berriozábal, condamné à 52 ans de prison.
- Teófilo Pérez González, condamné à 50 ans de prison.
- Lorenzo Sánchez Berriozábal, en attente de sa peine.
- Marco Antonio Pérez González, en attente de sa peine.
- Dominga González Martínez, en attente de sa peine.
- Deux mandats d'arrêt encore en vigueur.

Prisonniers de San Miguel Aquila, Michoacán

- Agustín Villanueva Ramírez, condamné à 27 ans.
- Vicente Villanueva Ramírez, condamné à 27 ans.
- Efraín Villanueva Ramírez, condamné à 27 ans.

7. Nous saluons la décision dont fait preuve l'*ejido* Tila, dans l'État du Chiapas, dans son cheminement vers l'autonomie et dans la décision prise de virer la présidence municipale de leur territoire, ainsi que la communauté de San Isidro Los Laureles, pour avoir recupéré près de 70 hectares divisés en 3 ranches, desquels ils avaient été spoliés.

8. Nous dénonçons l'impunité absolue dont ont bénéficié les assassins de l'enfant Hidelberto Reyes, de la communauté de Santa María Ostula, Michoacán, assassiné le 19 juillet 2015 dernier durant l'opération ayant aboutie à la détention du commandant de la police communautaire Cemeí Verdía Zepeda, libéré le 24 décembre de cette même année. Ainsi que l'impunité et la protection dont jouissent Mario Álvarez López et Federico González Medina, chefs des territoires de la côte du Michoacán pour le compte du cartel des Chevaliers du Temple [*Caballeros Templarios*], et auteurs intellectuels des 34 assassinats et 6 disparitions forcées endurées par les *comuneros* d'Ostula depuis le 29 juin 2009, et qui ont eu pour objectif de spolier les terres et les plages pour le trafic de drogue et de bois précieux d'espèces menacées d'extinction, ainsi que d'assurer l'exploitation légale et illégale de différents minérais dans toute la région. Tout cela au travers d'opérations conjointes entre des bandes narco-paramilitaires et tous les niveaux du mauvais gouvernement. Nous exigeons le respect absolu de l'autonomie de la communauté, de sa police communautaire et de son territoire.

9. Nous réitérons l'exigence irrévocable de la présentation en vie, par le gouvernement mexicain, des 43 *compañeros* étudiants de l'École normale rurale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa, Guerrero, ainsi que la condamnation des commandants policiers, militaires et politiques responsables de ce crime. Nous savons que de la part de l'État nous n'obtiendrons que mensonge et trahison visant à occulter leur culpabilité et à faire

C'est avec le souvenir de cet héritage que nous avons débuté notre assemblée sur le territoire chinantèque, que Federico n'a pas pu atteindre de son vivant du fait de son décès le 23 janvier 2016 dernier. Avec aussi celui du *compañero* Felix Serdán, porte-parole du Congrès National Indigène et Commandant honoraire de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, tombé le 22 février 2015, qui parlait aux jeunes en disant qu'il fallait "abandonner l'apathie, qu'ils se cultivent et qu'ils acquièrent des connaissances, car si on ne se réveille pas, on va continuer à être emportés par la tempête en cours". L'héritage aussi du *compañero* Tata Juan Chávez et de sa mort anticipée le 2 juin 2012, qui a laissé derrière lui l'insistance de ses paroles sur le fait que nous devons penser et travailler sans relâche pour la "reconstruction, non pas juste d'un seul pays ou d'un seul peuple, mais d'un nouveau monde". Ce sont ces pas-là et cet horizon qui apparaissent à nos yeux lorsque nous nous contemplons sur le long chemin qu'il nous reste à parcourir en tant que peuples organisés au sein du Congrès National Indigène.

Suite aux considérations antérieures, par accord de notre assemblée de coordination élargie, nous déclarons:

1. Que nous faisons nôtre le refus des spoliations territoriales en cours au sein du territoire indigène Chinantèque à travers l'imposition de réserves écologiques, du paiement des services environnementaux, des programmes aboutissant à la privatisation de la terre tel que le PROCEDE et le PROCECOM, et nous déclarons contre l'imposition de 13 corridors touristiques, tout comme de l'autoroute Tuxtepec-Oaxaca qui prétend spolier les terres de 11 communautés chinantèques et zapotèques, cela accompagné de concessions minières sur des terrains communaux. Nous dénonçons l'absence de justice quant au crime orchestré contre Maximino Salinas Hernández, autorité communautaire de San Antonio de las Palmas, pris en

embuscade et assassiné le 30 juin 2013 par des paramilitaires opérant dans la région sous la protection des mauvais gouvernements, et le fait que les assassins soient aujourd'hui en liberté.

2. Nous dénonçons la complicité des trois niveaux du mauvais gouvernement dans la tentative de spolier et de privatiser la totalité des terres comunales des peuples Tepehuano et Wixárika de la communauté autonome de San Lorenzo de Azqueltán, Jalisco, et nous ratifions notre reconnaissance de leur territoire et de leurs autorités autonomes.

3. Nous réitérons notre refus de la destruction des lieux sacrés desquels dépendent les milieux et le tissu social autonome du peuple Wixárika du fait des projets miniers agressifs en cours dans le désert de Wirikuta, San Luis Potosí. Malgré la validité de la suspension judiciaire existante contre 78 concessions minières, l'exploitation illégale persiste dans les villages de San Antonio de Coronados et de la Presa Santa Gertrudis, avec la complicité assumée des mauvais gouvernements, qui continuent à maintenir une campagne de division permanente afin de consolider cette destruction culturelle et environnementale.

4. Nous dénonçons l'attaque en cours des gouvernements et des hommes d'affaires en vue de s'approprier des terres collectives ejidales, des sites archeologiques et des lieux sacrés du peuple Maya dans l'État du Yucatán, et plus spécifiquement, de la digne lutte menée par les habitants et habitantes de la communauté de Chablekal dans la municipalité de Mérida afin d'empêcher la vente des terrains aux riches et aux entreprises immobilières aux dépens de la privation du droit de la majorité à la possession de la terre. Nous exigeons de la même manière la fin du harcèlement et de la répression contre les membres du Réseau contre les Tarifs élevés de l'électricité de la communauté de La Candelaria, Campeche.

5. Nous répudions la militarisation du territoire indigène dans la région des Chimalapas, à la frontière entre les États du Chiapas, de Oaxaca et de Veracruz, et les intentions d'y construire une Base d'Opérations Mixtes avec le soi-disant prétexte de mettre un terme aux invasions agraires, alors que l'on sait parfaitement que ce sont les gouvernements des États eux-mêmes, avec le gouvernement fédéral, qui, par leurs mensonges, leurs projets pervers et leurs spoliations dans d'autres territoires, ont été les responsables de l'augmentation des invasions et de provoquer des conflits au sein des peuples.

6. Nous exigeons l'annulation des projets mortifères qui se sont deversés en cascade sur les peuples de l'État de México, sans faire cas de la volonté réitérée des communautés Nahuas et Ñatho, par le biais de soi-disantes consultations dont le seul résultat a été de supplanter la parole des peuples originaires. C'est le cas pour l'autoroute Toluca-Naucalpan, dont l'imposition s'est nourrie de la violation violente et systématique de l'autonomie des assemblées communautaires par le biais d'une forte présence policière ayant servi à intimider les voix s'opposant à la destruction de la forêt otomí mexica au sein des communautés de San Francisco Xochicuautla et San Lorenzo Huitzizilapan, ainsi qu'à surveiller les engins de chantier de l'entreprise privée Autovan, concessionaire des travaux.

Nous exigeons également l'annulation de la construction du nouvel aéroport de la ville de Mexico et des chantiers annexes, qui engendrent déjà la destruction et la spoliation des communautés de la région *del Valle de México*, et la vie du lac de Texcoco; projet ayant justifié de graves répressions telle que celle endurée par le village de San Salvador Atenco en mai 2006, dont les coupables n'ont jusqu'à présent pas été jugés. Nous qui composons le Congrès National Indigène, réitérons que nous ne concèderons ni pardon ni oubli aux assassins, tortionnaires et violeurs, qu'ils soient les responsables matériels ou intellectuels des faits.